

L'avenir de la Turquie et les limites du califat

Ardavan AMIR-ASLANI

L'avenir de la Turquie et les limites du califat

Ardavan AMIR-ASLANI

Sommaire

Avant-propos André Comte-Sponville	p. 7
L'avenir de la Turquie et les limites du califat Ardavan Amir-Aslani	p. 13
Questions de la salle	p. 31
Les publications de l'Institut Diderot	p. 53

Avant-propos

Savez-vous où sont nés Héraclite, Anaxagore et Épicure ? En Grèce ? C'est sans doute ce qu'auraient répondu au moins deux d'entre eux, mais la géographie, aujourd'hui, leur donnerait tort. Ces trois philosophes, parmi les plus grands de l'Antiquité, sont tous nés sur le territoire de l'actuelle Turquie, en l'occurrence sur la côte ouest de l'Asie Mineure, au bord de la mer Égée. Ils n'en étaient pas moins grecs pour autant, par leur langue et leur culture. Toute cette zone côtière, l'une des plus urbanisées et des plus commerçantes de la Méditerranée, faisait historiquement partie du monde hellénique, donc aussi de ce que nous appelons l'Europe, et pas seulement, comme la Turquie aujourd'hui, géographiquement, pour un petit trentième de son territoire...

Qu'en reste-t-il ? Moins qu'on n'aurait pu l'espérer, puisque l'islam, entre eux et nous, a introduit une faille autrement large et profonde que le Bosphore ou le détroit des Dardanelles. Mais plus, sans doute, que les islamistes ne le voudraient. On sait qu'en Turquie l'écart est considérable entre les villes, fortement occidentalisées, et les campagnes, surtout de l'intérieur, plus traditionnellement orientales et musulmanes. Dans son article fameux

sur le choc des civilisations, Samuel Huntington notait que la Turquie est le type même des pays « déchirés » entre deux civilisations. La géographie pourrait suffire à l'expliquer (la Turquie est à la fois en Europe, pour 3 % de son territoire, et en Asie, pour le reste : elle a des frontières communes avec la Grèce et la Bulgarie, mais aussi avec l'Azerbaïdjan, l'Iran, l'Irak et la Syrie). L'histoire le confirme, spécialement depuis Kemal Atatürk, qui voulut occidentaliser le pays à marche forcée, et jusqu'à Erdoğan, qui voulait concilier modernisation et islamisation, avant de privilégier de plus en plus nettement cette dernière. L'actualité la plus récente ne cesse de nous le rappeler. La Turquie, membre de l'Otan et toujours officiellement candidate à l'adhésion à l'Union européenne, n'en a pas moins des indulgences pour la Russie de Poutine, et plus de sympathie pour les Frères musulmans que pour nos démocraties laïques et libérales. Beaucoup y rêvent de rétablir la grandeur perdue de l'Empire ottoman. Est-ce là le fait du seul Erdoğan, qui vient d'y être réélu président de la République, et de son parti, l'AKP, une nouvelle fois majoritaire au Parlement ? C'est sans doute moins simple que cela. Il est vraisemblable que la frontière, entre Orient et Occident, entre tradition et modernité, donc aussi entre islam et laïcité, traverse la plupart des Turcs d'aujourd'hui, comme elle traverse, les concernant, notre imaginaire. Ankara, leur capitale, est en Asie ; mais leur ville la plus peuplée, Istanbul, est en Europe : elle ne nous ferait pas tant rêver, même aussi belle, si elle n'était l'ancienne Byzance, qui fut pendant onze siècles la capitale de l'Empire romain d'Orient, après que l'empereur Constantin, converti au christia-

nisme, l'eut rebaptisée Constantinople, qui se voulait la nouvelle Rome, et avant qu'elle ne fût conquise, en 1453, par les Ottomans...

Cette situation intermédiaire, tant géographiquement qu'historiquement, pourrait donner à la Turquie un rôle majeur, dans le dialogue civilisationnel entre l'Orient et l'Occident. Encore faut-il qu'elle le veuille et s'en donne les moyens. Est-ce le cas ? C'est ce que nous avons voulu mesurer en invitant Ardavan Amir-Aslani à l'Institut Diderot, pour nous parler de l'avenir de la Turquie et des limites du califat. Pourquoi lui ? Parce qu'il venait de publier un livre important, intitulé *La Turquie, nouveau califat ?* (L'Archipel, 2023), qui avait retenu notre attention. On lira dans les pages qui suivent la transcription du bel exposé qu'il nous fit, le 25 avril dernier (donc avant les récentes élections législatives et présidentielle en Turquie). Ce qui en ressort est plutôt inquiétant que rassurant. La Turquie, note notre intervenant, « c'est ce qui reste de l'Empire ottoman », qu'elle rêve de rétablir. De là ses pressions ou agressions sur Chypre, la Grèce, l'Irak, la Syrie ou le peuple kurde. À ce « néo-ottomanisme », d'inspiration nationale ou nationaliste, s'ajoute « une dimension religieuse incontestable », avec la très forte montée de l'islamisme, donc au rebours de ce qu'avait été « la pensée laïque, à l'européenne » de Mustafa Kemal. Restaurer l'Empire, pour les islamistes, ce serait aussi restaurer le califat, autrement dit la conjonction du pouvoir politique et du pouvoir religieux, fût-ce (par différence avec le modèle saoudien, qui se veut héréditaire et de droit divin) sous couvert du suffrage universel.

Le pantouranisme, qui veut rassembler les turcophones du monde entier, donne à ce projet politico-religieux sa dimension historique ou mythique, qui risque fort d'aboutir à des conflits armés, que ce soit avec l'Arménie, la Serbie (à propos du Kosovo), Chypre ou la Grèce. Face à de telles menaces, que peut faire l'Occident ? Pas grand-chose, semble penser Ardavan Amir-Aslani, tant nous sommes attachés à la vie de nos soldats et peu préparés à une guerre de haute intensité. Qui, dès lors, pour « tenir tête à l'arrogance d'un Empire ottoman ressuscité » ? Dans la région concernée, répond notre orateur, « un seul pays pourrait le faire : l'Iran », héritier de l'Empire perse et qui ne saurait accepter « une Turquie impériale à même de dominer le Caucase et l'Asie centrale ». De là un « bouleversement géopolitique », qui rapproche paradoxalement l'Iran chiite de l'Arménie chrétienne et surtout de l'Arabie saoudite, laquelle voudrait (comme la Turquie, donc contre elle) « être le leader de la population sunnite ».

On voit que le tableau est inquiétant, comme la conclusion qui le résume : « La Turquie sera, dans les années à venir, un élément permanent d'instabilité pour l'Europe, pour le Moyen-Orient et pour l'Asie centrale. » Le débat qui suivit, tout en apportant d'autres points de vue (concernant notamment les rôles respectifs de la Chine et des États-Unis), n'y contredit guère. À chacun d'y trouver de quoi forger ou nuancer son opinion, sur cette question aussi embrouillée qu'importante. Les propos d'Ardavan Amir-Aslani ont en tout cas le mérite de souligner notre propre responsabilité : la puissance turque,

y compris dans ce qu'elle peut avoir de menaçant, vient moins de la Turquie elle-même que de « l'impuissance occidentale et de l'incapacité de l'Europe à dire non ». Et d'en appeler pour finir, face au « déclassé » qui est le nôtre, à un sursaut de l'Europe, et de la France en particulier : « La réponse, face à cette Turquie incontrôlée et incontrôlable, c'est chez nous qu'il faut la trouver. » Sur ce point au moins, on ne peut que lui donner raison.

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de la Turquie et les limites du califat

La question turque, qui concerne autant l'Europe que le Moyen-Orient et l'Asie centrale, s'articule autour de trois grands thèmes. En premier lieu, le néo-ottomanisme. Un nouvel empire turc est-il en train de se créer ? Y a-t-il une vision impériale chez Erdoğan et parmi l'élite turque ? Deuxième volet : y a-t-il une vision religieuse dans cette aspiration nouvelle de la Turquie ? Est-ce que cette nouvelle dimension vient en rupture avec la Turquie moderne créée il y a cent ans par Mustafa Kemal Atatürk ? Enfin, dernier enjeu, le plus dangereux peut-être à l'échelle internationale : le panturquisme, que personnellement je me permets de qualifier de pantouranisme d'après le mot du grand poète persan Ferdowsi qui, il y a mille ans, désignait par « Touran » le monde turco-mongol, le monde turcophone, ennemi historique, ennemi héréditaire de l'Iran. Je dirai aussi quelques mots de la société turque après vingt ans de pouvoir d'Erdoğan, avant de conclure sur une éventuelle menace turque : la Turquie de demain provoquera un bouleversement et si c'est le cas, quelles pourraient en être les conséquences ?

I. LE NÉO-OTTOMANISME

Tout le monde parle du retour des empires : l'Empire perse, l'Empire ottoman, l'Empire russe. Ils défient l'Europe qui, selon beaucoup d'analystes, connaît un certain déclin, un certain déclassement, notamment la France. Je pense qu'il n'est pas exagéré de considérer qu'Erdoğan est animé par l'idée d'empire, idée qui se retrouve chez ceux qui, formés ces vingt ou trente années par lui, constituent aujourd'hui l'élite de la Turquie.

La Turquie, c'est ce qui reste de l'Empire ottoman. Réduit aujourd'hui principalement à l'Anatolie, cet empire dominait autrefois les pays arabes du Moyen-Orient, les Balkans jusqu'en Bulgarie, avec une partie de la Grèce et de l'Albanie.

Les Turcs n'ont jamais digéré ce démembrement. Dans les discours prononcés par le président Erdoğan, il est clairement, systématiquement, fait référence à la volonté de la Turquie moderne de remettre sur la table la question territoriale turque, telle qu'elle découle des dispositions du Traité de Lausanne. Erdoğan l'a dit clairement : il rejette autant le Traité de Sèvres, qui a réduit la taille de l'Empire ottoman comme peau de chagrin, que les dispositions du Traité de Lausanne, qui a réduit la Turquie à ce qu'elle est aujourd'hui.

Pour nous, Européens, c'est un problème. Un problème pour le droit maritime international, un problème aussi pour le respect du droit des minorités. La Turquie,

qui s'efforce d'étouffer, y compris par la force militaire, Chypre, pays membre de l'Union européenne, est aujourd'hui quasiment en conflit ouvert avec celle-ci. L'armée turque procède à un remplacement démographique en expulsant les Chypriotes grecs vers le sud et en faisant venir à leur place des centaines de milliers de Turcs musulmans de la paysannerie anatolienne. Autre exemple, la Grèce. Il n'y a pas un jour sans que l'aviation turque ne se heurte à l'aviation grecque au-dessus de la mer Égée. Les grands groupes de l'industrie de la défense des États-Unis ont comme meilleur client en pièces détachées l'aviation grecque qui tous les jours a besoin de spécialistes pour mettre d'aplomb leurs appareils endommagés par les avions turcs. Ceci parce que la Turquie ne reconnaît pas l'espace aérien grec. Elle ne reconnaît pas non plus les zones d'exploitation exclusives en mer de la Grèce et de Chypre. Les Turcs procèdent à des forages en mer dans les zones qui, en droit international maritime public, relèvent de la souveraineté de la Grèce et de la République de Chypre. Cela parce que la Turquie d'aujourd'hui raisonne en fonction de l'Empire ottoman. Il y a deux mois, le président Erdoğan a déclaré, en s'adressant au peuple grec : « Un jour, en vous réveillant, vous allez constater que l'armée turque aura débarqué la veille. » En juin 2020, dans le cadre du contrôle du trafic d'armes vers la Libye, une frégate de la marine française, mandatée par l'OTAN, a essayé d'arraisonner un cargo turc. Un bâtiment turc a pointé ses canons sur le navire français qui a reçu l'ordre de se retirer. La Turquie, membre de l'OTAN et qui aspire toujours à devenir membre de l'Union européenne,

braque ses armes sur le navire d'un autre pays membre de l'OTAN.

Il y a incontestablement une dimension néo-ottomane turque en Méditerranée orientale. Cette dimension se traduit également par les agressions systématiques et régulières de l'armée turque en Irak et en Syrie. La présence kurde dans cette partie du monde fait craindre à la Turquie une nouvelle division de son territoire. Elle fait tout ce qu'elle peut pour empêcher que les forces kurdes se regroupent et s'unissent, la sécession des 17 millions de Kurdes qui occupent la partie orientale de la Turquie représentant une menace pour sa souveraineté territoriale. Les bombardements turcs en Irak et en Syrie sont quasi quotidiens – qui ne se souvient de la résistance du peuple kurde à Kobané? Bref, la Turquie aspire à redevenir un empire. Le président actuel a d'ailleurs fait construire un nouveau palais présidentiel qui a coûté un milliard d'euros et dont l'uniforme des gardes rappelle celui des janissaires ottomans, lesquels étaient surtout des enfants de chrétiens kidnappés et formés par l'Empire ottoman pour devenir la garde prétorienne du sultan. Cette dimension néo-ottomane est une réalité.

II. LE FACTEUR RELIGIEUX

De l'autre côté, vous avez également une dimension religieuse incontestable. Il y a un siècle, Mustafa Kamal a ordonné aux membres du clergé sunnite et aux alévis

chiïtes de se retirer de la vie publique. De ne porter l'habit religieux qu'à l'intérieur de leurs mosquées. Il les a bannis hors du champ de la société civile turque. Il a transformé Sainte-Sophie en musée. Aujourd'hui, un siècle plus tard, on entend le chant du muezzin à Sainte-Sophie. L'islamisme est omniprésent dans la société turque. Il y a quarante ans, quand j'allais place Taksim, à Istanbul, aucune femme ne portait le foulard. Aujourd'hui, il n'y a pas une femme qui ne le porte pas. Les musulmans pratiquants, les imams s'efforcent d'amoindrir la chose en disant que le foulard est un principe simple, une règle de bienséance de la pensée musulmane, aussi bien sunnite que chiïte. En fait, c'est plus que cela. Le foulard est une déclaration politique réelle. Aujourd'hui, sous l'impulsion du président Erdoğan, mais pas seulement, la Turquie s'islamise.

Toute une classe de la société politique s'islamise – et c'est pourquoi, même si Erdoğan se retirait demain du pouvoir, cela ne changerait pas grand-chose. Monsieur Kemal Kılıçdaroglu, chef du principal parti d'opposition dans le regroupement de six partis politiques réunis pour contester à la mi-mai le pouvoir d'Erdoğan, même lui, partisan d'Atatürk, a déclaré souhaiter que le port du foulard devienne un droit constitutionnel. C'est dire à quel point on est loin de la pensée laïque, à l'européenne, de Mustafa Kemal. Peu importe qui sera au pouvoir demain : la Turquie ne changera pas de visage.

Mustafa Kemal appartenait à l'élite militaire de l'Empire ottoman. Il avait à son actif la seule victoire de l'Empire

ottoman pendant la Première Guerre mondiale, mais c'était quelqu'un qui aspirait à un mode de vie occidental. Il a banni le costume traditionnel et il a imposé le costume et la cravate. Mustafa Kemal incarnait la laïcité.

Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse qui se produit. Sans que le nom de Mustafa Kemal soit prononcé, on entend régulièrement dans les discours d'Erdoğan des allusions à ceux qui ont « vendu » la Turquie, qui ont dilapidé son trésor démographique et territorial. Aujourd'hui, les Turcs ont peur, peur de voir leur territoire se réduire encore. D'où leur crainte vis-à-vis des Kurdes et de leur mouvement indépendantiste. Abdullah Öcalan incarne la crainte des Turcs de voir leur pays se diviser de nouveau.

L'Islam est devenu, aujourd'hui en Turquie, un facteur identitaire. Pour Erdoğan l'Empire ottoman représente non seulement le pouvoir territorial, le pouvoir temporel de l'empereur, mais aussi un empire qui a gardé en son sein pendant presque mille ans les devises saintes de l'Islam qui faisaient de l'empereur un chef religieux. Il considère donc qu'en tant que président de la Turquie, la puissance industrielle et militaire la plus en vue des pays arabo-musulmans, il doit être aussi le chef du monde musulman sunnite.

En cela, la Turquie se retrouve en conflit direct avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui ont leur propre vision de ce que doit être l'Islam sunnite dans le monde. Erdoğan relève des Frères musulmans, il ne

s'en cache pas. Sa femme porte le foulard et les femmes de son entourage aussi. Son ministre des Affaires étrangères, devenu par la suite Premier ministre, Ahmet Davutoğlu, le théoricien de la politique étrangère de la Turquie, appartient, lui aussi, à cette organisation. La grande différence entre la vision de l'islam politique des Frères musulmans et celle, puissante, financièrement du moins, des pétromonarchies arabes du golfe Persique, vient du fait qu'en Turquie, la légitimité du chef vient du bas vers le haut, dans un schéma triangulaire où les fidèles accordent leur mandat via leur vote. A l'inverse, le modèle d'islam politique des pétromonarchies arabes du golfe Persique consacre un régime de droit divin, qui n'est ni populaire ni démocratique.

Aujourd'hui ces deux versions ne cessent de s'affronter. À Khartoum, au Soudan, monsieur Dogolo, le chef des *Rapid Support Forces*, soutenu par les Émirats et l'Arabie saoudite, a déclaré faire la guerre à celui qui personnifie la version pro-Erdoğan de l'Islam. La Turquie a eu la possibilité de manifester sa puissance en Libye. Pendant la guerre civile qui oppose le gouvernement des Frères musulmans de Fayeze el-Sarraj, qu'elle soutient, contre le maréchal Haftar soutenu, armé et financé par les Émirats et l'Arabie saoudite, la Turquie, pragmatique, a négocié avec la Russie, pendant qu'elle installait ses troupes, le retrait du groupe Wagner. En échange de quelques avantages sur Idlib en Syrie, elle a permis à Sarraj de garder le pouvoir et de maintenir l'islam politique à Tripoli. Rappelez-vous aussi l'affaire Khashoggi, ce journaliste saoudien résident aux États-Unis, qui s'était rendu au

consulat saoudien à Istanbul pour renouveler une pièce d'identité afin de pouvoir se marier. Arrêté sur place, il a été coupé en morceaux avec une tronçonneuse électrique. La Turquie a utilisé quotidiennement les informations recueillies par ses services secrets pour incriminer l'Arabie saoudite et le prince héritier Mohammed ben Salmane.

Aujourd'hui, Erdoğan et ceux qui l'entourent déclarent ouvertement vouloir introduire la dimension islamique dans la Constitution. Il ne s'agit pas dans un premier temps de faire une république islamique, à l'instar d'autres pays comme le Pakistan et l'Iran, mais de désigner la religion musulmane comme une religion constitutionnellement protégée. Cela va isoler davantage toutes les minorités ethniques qui restent encore dans le pays, tels les alévis assimilés à des chiïtes, les Arméniens ou les Assyro-Chaldéens. La dimension religieuse est omniprésente dans la pensée d'Erdoğan.

III. LE PANTOURANISME

Ce mot qualifie les turcophones en général. Même si un Turc d'Istanbul ne saurait comprendre un Turc d'Almaty en Kazakhstan ou un Turc de Tachkent en Ouzbékistan, la volonté d'Erdoğan est de faire en sorte que la Turquie puisse devenir ouvertement le chef des turcophones du monde entier, alors qu'il n'y a aucun point commun entre les Turcs de Turquie et ceux d'Asie centrale. Les Ottomans sont arrivés sur le territoire de leur futur

empire à cheval. Ils étaient soixante mille hommes. Il n'y avait pas de femmes. Ils se sont mélangés avec la population locale. D'ailleurs, aujourd'hui, un Turc d'Istanbul est plus proche du type européen que d'un Kazakh ou d'un Ouzbek. Malgré cela, la volonté de la Turquie est de parrainer les turcophones du monde entier. D'où le conflit – en cette date anniversaire du génocide arménien – entre l'Arménie, à laquelle personne ne veut vendre des armes, et l'Azerbaïdjan, guerre organisée par la Turquie qui non seulement vend à ce pays des drones extra performants, fabriqués dans une usine qui appartient au gendre d'Erdoğan, mais en plus a envoyé sur place 7 000 mercenaires issus de divers mouvements djihadistes de Syrie, qui ont combattu pour le compte de l'Azerbaïdjan dans la région autonome du Haut-Karabagh. L'Azerbaïdjan occupe actuellement 60 kilomètres du territoire souverain de l'Arménie et a récupéré les trois quarts du territoire autonome du Haut-Karabagh. Cela signifie que la Turquie a des visées dans le Caucase. Elle l'a démontré aussi en voulant imposer à l'Arménie un corridor à travers son territoire entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Aujourd'hui, avec les moyens modernes, un tel corridor n'est pas nécessaire pour assurer le transport de marchandises entre ces deux pays. Par contre, ce corridor diviserait l'Arménie et la séparerait de l'Iran, son seul protecteur dans la région, seul pays capable de contenir la Turquie et de l'empêcher d'avoir un accès direct à tout le Caucase du Sud et à l'Asie centrale.

La vision pragmatique d'Erdoğan se traduit aussi dans le fait qu'il proclame à Istanbul sa volonté panturquiste,

sa volonté pantouraniste, mais se tait sur la question des Ouïghours de Chine, qui sont de vrais Turcs. De même, bien que membre de l'OTAN, la Turquie ne cesse de proclamer sa neutralité dans le conflit en Ukraine. Ce qui n'a pas empêché Erdoğan de déclarer, il y a une semaine, que s'il y avait un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine sur la question de Lougansk et du Donbass, il faudrait que la Turquie puisse avoir un droit de regard sur la situation des Tatars de Crimée, qui représentaient 4 % de la population de la péninsule lors du recensement de 2014.

Ce regard géopolitique international de la Turquie se fait sentir en Europe également. La Turquie veut avoir son mot à dire concernant les communautés turques de l'Union européenne. En France par exemple, les mosquées turques se distinguent de celles fréquentées par les Français issus des communautés arabes. Dans ces mosquées-là, les prêches proviennent exclusivement de Turquie. D'après un sondage officiel effectué par le ministère de l'Intérieur turc à l'occasion des élections présidentielles, législatives et locales, 95 % des Français d'origine turque ou résidents en France ont apporté leurs suffrages à Erdoğan et à sa formation politique. Aujourd'hui, la Turquie sème pour pouvoir agir plus tard. Le Kosovo représente un deuxième cas d'action turque en Europe, qui risque de devenir un foyer de guerre. La Serbie a refusé de signer un traité de répartition du pouvoir entre Serbes et musulmans du Kosovo. Signer un tel traité équivaldrait à reconnaître l'indépendance et la souveraineté du Kosovo. Dernièrement, lors des élections municipales,

l'ensemble des Serbes a refusé de participer au scrutin. Les prémices d'une nouvelle guerre sont là, avec la Serbie qui envisage de récupérer son berceau historique, le Kosovo.

En même temps, sur la base d'Incirlik, une des principales bases de l'OTAN, en fait des États-Unis, dans l'Europe orientale, les Turcs ont installé des S-400, un système de missiles anti-aériens russe. D'où le refus des Américains de leur vendre les F-18 qu'ils réclament. La Turquie est déjà en rupture avec l'Europe et l'OTAN. Si jamais Erdoğan emporte les prochaines élections, je ne serais pas surpris de voir la Turquie quitter l'OTAN, ce qui serait à même d'ouvrir la voie d'une intervention militaire turque à l'encontre des Serbes. Parce que l'Europe et les Américains n'ont plus la capacité ni la volonté de s'engager dans un deuxième foyer de guerre. La Turquie continue de commercer avec les deux belligérants en Ukraine. En revanche, elle a créé, sur des critères idéologiques, une division particulière au sein de l'armée turque, composée par des islamistes, prêts à une éventuelle guerre au Kosovo. Cela à un moment où la fatigue s'installe au sein de l'OTAN et de pays européens, et même aux États-Unis, sur la question d'un soutien à l'Ukraine. Nous avons tous vu le tweet du fils de Donald Trump, Donald Trump junior, qui a déclaré ouvertement que l'Amérique n'a pas sa place dans ce conflit, que l'Ukraine est bien loin des États-Unis et que si Donald Trump était réélu président des États-Unis, le soutien américain à la cause ukrainienne cesserait.

IV. LA MARQUE D'ERDOĞAN SUR LA SOCIÉTÉ TURQUE CONTEMPORAINE

Ne croyez pas que si Erdoğan devait s'en aller, son pouvoir reviendrait à des laïcs attachés aux valeurs du monde occidental, à même de mettre un terme au néo-ottomanisme, à l'idée d'un califat islamique et au pantouranisme, pour faire de la Turquie un pays respectueux des normes internationales, un pays qui voudrait de nouveau adhérer à l'Union européenne. Parce que la démographie turque a changé. La population turque est différente de celle du temps d'Atatürk. Cela fait 20 ans qu'Erdoğan est au pouvoir. Pendant cette période, la population turque a augmenté de 15 %. Sur les 84 millions de Turcs, deux tiers sont nés après 1970. Cette population jeune est constituée principalement d'Anatoliens, cette paysannerie qui est sortie de la pauvreté grâce à l'intervention d'Erdoğan et à sa politique redistributrice pendant les dix premières années de sa présidence. Il faut faire une distinction entre ces deux tranches de dix ans. Pendant les dix premières années d'Erdoğan au pouvoir, la Turquie a connu une explosion économique, elle a su s'entendre avec les Américains, a fait venir 200 milliards d'investissements étrangers dans le pays. L'économie turque était florissante. Aujourd'hui, avec la politique chaotique d'Erdoğan, la Turquie manque d'investissements étrangers, elle connaît un taux d'inflation annuel de 80 % – certains prétendent que c'est le double –, le chômage s'étend, le pouvoir d'achat chute. Par sa façon de glorifier le passé turc, Erdoğan veut faire oublier son aventurisme international et le désastre économique dans

lequel il a plongé le pays. L'économie turque est en ruine, et pas seulement l'économie. Il y a quelques années, il y a eu une tentative de coup d'État organisée, d'après Erdoğan, par les salafistes, l'autre branche des islamistes turcs, dont le chef de file serait Fethullah Gülen, en exil aux États-Unis et dont la Turquie demande vainement l'extradition. À l'issue de cette tentative échouée de coup d'État, la justice et l'armée turques ont été décapitées, deux tiers des magistrats ont été remplacés et 9/10^e des généraux ont quitté leurs fonctions – ce qui explique l'inefficacité de l'armée turque pendant les semaines de combat contre les Kurdes de Kobané. La haute fonction publique a changé elle aussi. Aujourd'hui, le pouvoir en Turquie est totalement entre les mains de ceux qui se déclarent ouvertement proches du clan d'Erdoğan. Cela signifie que si, par extraordinaire, aux prochaines élections l'opposition récupérait le pouvoir, la transposition concrète, dans la pratique, de sa volonté de ramener la pensée laïque et occidentale d'Atatürk dans la vie de la cité risque de rencontrer de sérieuses difficultés. C'est le fameux *Deep state*, l'État profond, auquel faisait référence Donald Trump. Erdoğan n'hésite pas à réduire au silence ses opposants. Plus jeunes, plus charismatiques, plus à même de s'identifier à la jeunesse turque que le candidat actuel, M. Kılıçdaroğlu, les deux candidats les plus en vue pour s'opposer à Erdoğan ont été écartés, condamnés en justice pour abus de langage, insultes et diffamation. Le tremblement de terre tragique qui a fait périr 50 000 Turcs nous a donné une indication importante concernant ces élections. La Constitution turque autorise le président de la République à retarder de six

mois une élection nationale en cas de catastrophe naturelle. Erdoğan n'a pas estimé nécessaire de reporter les élections. Les instituts de sondage occidentaux donnent l'opposition gagnante avec un écart de 8 à 10 points. Erdoğan semble convaincu du contraire. Cette tragédie, ce tremblement de terre abominable a aussi mis en lumière certains aspects de la personnalité d'Erdoğan. En 1999, quand un autre tremblement de terre avait frappé la Turquie, il s'est fait connaître au niveau national en accusant le pouvoir laïc corrompu d'être responsable du fait que les immeubles n'étaient pas aux normes. Il dénonçait l'incompétence du pouvoir qui avait tardé à envoyer les secours et à apporter assistance aux sinistrés. 25 ans plus tard, quand c'est à son tour d'agir, sa première décision a été de bloquer Twitter, ce qui a rendu impossible la géolocalisation des victimes pendant 24 heures. Il a aussi empêché l'arrivée de l'armée, seule à même d'intervenir avec une réelle vitesse. Cela parce qu'Erdoğan avait peur d'une tentative de coup d'État. Enfin, arrivé sur place deux jours après le tremblement de terre, il a déclaré : « Telle a été la volonté de Dieu ». On est bien loin d'Atatürk.

* *
*

Le monde européen doit affronter cette Turquie marquée par la volonté d'effacer l'humiliation subie avec la chute de l'Empire ottoman et désireuse de récupérer à son compte l'Islam sunnite. Cette Turquie qui arrive sera menaçante. Face à cette menace, que peut-on faire? Je

pense pour ma part qu'aujourd'hui, même s'il commence à voir le monde autrement, l'Occident n'est pas en mesure de tenir tête à la Turquie. Parce que la vie humaine en Occident a une valeur autre qu'en Orient. Voyez la surréaction de nos gouvernants face à la crise de la Covid-19. Les Français ont oublié qu'en 1916, pendant la bataille de la Somme, il y avait 5 000 morts par jour. Aujourd'hui, quand il y a malheureusement un soldat français tué à l'étranger, on lui rend les honneurs aux Invalides. Un soldat! Sommes-nous disposés à perdre 10 000 soldats? Le monde occidental d'aujourd'hui est-il structuré pour faire face à un conflit de cette nature? Je ne le pense pas. L'affaire Courbet, la confrontation entre un bâtiment français et un bâtiment turc, en est la preuve. La supériorité technologique de notre frégate lui permettait de couler en une seconde le bâtiment turc ou au moins de le rendre inopérant. L'instruction de l'Élysée, de l'état-major a été de quitter le champ de confrontation. Qui va pouvoir tenir tête à l'arrogance d'un Empire ottoman ressuscité, à un califat pantouraniste renaissant?

Dans la région, un seul pays pourrait le faire : l'Iran. L'Iran se sent menacé par la Turquie, même si ses frontières avec la Turquie sont les seules non contestées par les uns et les autres, et cela depuis des siècles. Les relations entre les deux pays ne sont pas très bonnes. Cela parce que l'Iran considère le pantouranisme comme une menace. Pour l'Iran, l'irruption de la Turquie en Asie centrale est une menace. L'Iran considère de la même façon le soutien aveugle de la Turquie aux Azerbaïdjanais qui commettent des crimes de guerre contre les Arméniens.

L'Arménie, le plus ancien pays chrétien, n'a comme soutien que l'Iran. Malgré sa rhétorique, l'Occident n'est pas intervenu. Hier, j'étais invité à une cérémonie célébrant la tragédie du génocide arménien. J'entendais les responsables arméniens se plaindre du fait que personne ne tend la main à ce pays. L'Iran seul a ouvert un consulat dans une localité qui se trouve justement sur le tracé du corridor de Zangezur, que les Azéris et les Turcs veulent creuser à travers le territoire souverain de l'Arménie pour la couper en deux et la séparer de l'Iran. L'Iran ne peut accepter une Turquie impériale à même de dominer le Caucase et l'Asie centrale. À la carte du *sponsorship* du monde turcophone qui prend pour critère uniquement la langue, l'Iran oppose une autre qui prend en compte les civilisations. À un moment ou un autre, tous les pays qui entourent l'Iran appartenaient à l'Empire perse. À Samarkand et Boukhara, on parle persan. La religion de l'Azerbaïdjan est le chiïsme. Les plus grandes gloires des pays d'Asie centrale ont écrit en persan : Fârâbî au Kazakhstan, Gandjavi à Bakou, Roudaki et tant d'autres que je pourrais citer. L'Iran ne laissera pas faire la Turquie. Cela signifie qu'au moment d'un conflit militaire, tel celui possible, en Europe, du Kosovo, l'ennemi d'hier pourrait devenir un allié. Et on voit les prémices d'un grand changement qui ne plaît pas du tout à la Turquie, laquelle, ces dernières années, par pragmatisme, s'est rapprochée de l'Arabie saoudite. Elle ne parle plus de l'affaire Khashoggi et a transféré le dossier en Arabie saoudite pour qu'il soit jugé sur place – et personne ne se pose plus quelques questions embarrassantes, comme par exemple : où sont passés les restes

de Khashoggi? Bref, la Turquie aujourd'hui a peur de ce rapprochement entre l'Iran et les Saoudiens, qui ont renoué les relations diplomatiques avec Téhéran. Ce bouleversement géopolitique a entraîné, à la suite de l'Arabie saoudite, toutes les autres pétromonarchies arabes du golfe Persique, y compris le Bahreïn, qui vit depuis toujours dans la crainte de l'Iran et de ses visées impériales, et les Émirats arabes unis, lesquels ont tous ouvert des ambassades à Téhéran. L'Égypte du maréchal Sissi, qui avait coupé ses relations avec l'Iran, a de nouveau accepté de recevoir des Iraniens sur son territoire. La Turquie voit dans cette affaire une menace concernant la conception géostratégique de son califat. Vu que les lieux les plus saints de l'Islam se trouvent sur son territoire, l'Arabie saoudite voudrait elle aussi être le leader de la population sunnite. Ainsi, l'Iran et l'Arabie saoudite reviennent sur le devant de la scène diplomatique. Les conflits restent majeurs. Sur tous les champs de bataille : en Syrie, en Irak, au Yémen ou en Afrique, chaque fois que la Turquie soutient tel mouvement, en occurrence ceux assimilés à la mouvance islamiste fanatique comme Daech, l'Iran est en face et soutient l'autre camp. Cette guerre par mandataire est l'expression de l'opposition majeure entre l'Iran et la Turquie. L'Iran considère la Turquie comme une éruption volcanique à même de mettre en péril sa souveraineté et son passé impérial, culturel et civilisationnel dans la région.

En mai, Erdoğan se sera présenté devant les urnes. À supposer, j'en doute, que les médias aient raison et que le candidat de l'opposition gagne, Erdoğan est-il du genre

à féliciter son opposant, à lui serrer la main et à lui céder le pouvoir pour que celui-ci fasse table rase de son plan civilisationnel pour la Turquie de demain? Je ne le pense pas. S'il le fait, c'est pour mieux revenir rapidement au pouvoir par un coup d'État. S'il ne le fait pas, nous aurons un contentieux de quelques jours en Turquie sur qui a gagné et qui a perdu, après quoi les juridictions turques trancheront et désigneront le gagnant. Ce qui veut dire qu'avec ou sans Erdoğan, la Turquie, sera dans les années à venir, un élément permanent d'instabilité pour l'Europe, pour le Moyen-Orient et pour l'Asie centrale. Elle sera à l'origine de troubles en Grèce, à Chypre, dans le golfe Persique, en Afrique du Nord, en Irak et en Syrie contre les Kurdes, en l'Iran et en Asie centrale, dans une confrontation permanente avec l'Europe occidentale. Ajoutons au chapitre de ses interventions dans les pays de l'Europe occidentale les prêches que le ministère des Affaires religieuses envoie tous les jours par e-mail d'Istanbul. Tout cela nous fait croire que la carte que joue la Turquie aujourd'hui témoigne d'une vision à long terme. Un siècle sépare Erdoğan de Mustafa Kemal Atatürk, mais j'ai le sentiment qu'en fait un monde les sépare.

Questions de la salle

Jean-Louis Gergorin¹ : *Je voudrais poser une question relative à votre prévision d'une sortie de l'OTAN de la part de la Turquie, dans l'hypothèse où Erdoğan serait réélu.*

Autant je suis profondément d'accord avec votre brillante analyse, autant, sur ce point précis, j'ai un petit doute. Il me semble que le fait d'être dans l'OTAN tout en maintenant un dialogue avec la Russie maximise la capacité d'action et de chantage de la Turquie. Les militaires américains, en particulier, sont terrifiés à l'idée que la Turquie puisse quitter l'OTAN. Cela permet à la Turquie d'exercer une forme de pression naturelle, sans qu'elle ait grand-chose à faire : le simple fait que la Turquie dialogue avec Moscou, entretienne une relation privilégiée avec Poutine et, en même temps, soit membre de

1. Ancien chef du Centre d'Analyse et de Prévision du Quai d'Orsay, ancien membre du comité exécutif d'EADS.

l'OTAN, me semble beaucoup plus avantageux pour elle que de jouer à l'État neutre.

J'ajoute une autre raison que j'ai largement pu constater quand je travaillais dans le secteur aéronautique, c'est l'intensité des contacts technologiques entre la Turquie et les États-Unis, ainsi que l'existence d'une diaspora turque qui a beaucoup réussi aux États-Unis et l'importance de la formation de l'élite turque dans les grandes institutions américaines. Le jeune Selçuk Bayraktar, qui est à l'origine du drone TB2 et du remarquable boom technologique de la Turquie, a été formé au MIT et il a travaillé pour l'industrie de défense américaine avant de revenir en Turquie. Donc, personnellement, je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit sauf sur ce point précis : je pense qu'Erdoğan n'a absolument pas intérêt à quitter l'OTAN, mais plutôt à toujours laisser cette menace implicite, afin que les Américains fassent ce qu'il souhaite ou, en tout cas, ne fassent pas ce qu'il ne souhaite pas.

Ardavan Amir-Aslani : Vous avez absolument raison. La raison et la rationalité recommandent à Erdoğan de ne surtout rien changer, à cause des avantages que son pragmatisme lui procure. Mais je pense qu'avec Erdoğan, on peut aussi être dans l'irrationalité. Je pense que la Turquie, aujourd'hui, a envie de s'affranchir et de devenir totalement libre et indépendante, coûte que coûte, peu importe les conséquences et la perte de ses avantages. Je pense qu'Erdoğan a envie d'être à la tête d'un empire qu'il ne tienne de personne, si ce n'est d'Allah. D'ailleurs, le monde occidental commence à être un peu fatigué du

comportement de la Turquie et de son chantage permanent concernant l'immigration vers l'Europe. La Turquie héberge en son sein plusieurs millions d'Irakiens, de Syriens, d'Afghans, et Erdoğan menace systématiquement d'ouvrir les vannes et d'inonder le continent européen de ces migrants (pour utiliser ses propres formules). On imagine facilement ce que l'Europe éprouverait si plusieurs millions de migrants arrivaient, avec les ultra-nationalismes qui se développent déjà... Erdoğan exerce un chantage permanent. Il le fait vis-à-vis des aspirants membres de l'OTAN, comme la Suède et la Norvège, en leur disant qu'il ne les laissera pas entrer tant qu'ils ne lui rendent pas tel accusé turc réfugié chez eux, ou s'ils n'arrêtent pas de soutenir les Kurdes. Il exerce aussi des chantages sur l'eau envers l'Irak, avec les fleuves Tigre et Euphrate, ou envers la Syrie. Ainsi, c'est en usant de l'eau comme arme qu'elle a obligé Assad, il y a quelques années, à lui livrer Abdullah Öcalan. La Turquie est ainsi devenue un État maître chanteur dans toute la région. À mon avis, même en Occident, le seuil d'acceptation des débordements d'Erdoğan est aujourd'hui atteint; je crois que nous allons vite nous heurter à l'irresponsabilité d'Erdoğan et à sa volonté de voir la Turquie devenir un Empire. Cela va nécessairement entraîner une sortie de l'OTAN, même si cela coûtera beaucoup. On le voit déjà dans la pratique : la Turquie, par exemple, exige aujourd'hui que les îles grecques proches de sa frontière soient démilitarisées; elle procède à des forages dans les zones territoriales d'autres États souverains. La Turquie veut aussi créer un couloir à travers un autre pays souverain, l'Arménie, qui est un pays chrétien. Jusqu'à quand la

Turquie va-t-elle pouvoir pousser sur toutes ces questions? Je pense donc qu'Erdoğan, pour pouvoir se positionner comme chef des sunnites dans le monde et tenir parole vis-à-vis de sa propre population en devenant une sorte de nouvel empereur ottoman, sera obligé de dire non à l'Occident, quoi que cela coûte.

Alain Oudot de Dainville² : *Il y a un pays dont vous n'avez pas parlé, c'est la Chine. Or la Chine est derrière le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Est-ce qu'il faut voir dans cette manœuvre la volonté chinoise de contenir cette puissance régionale en devenir qu'est la Turquie, laquelle risque de créer de l'instabilité alors que la Chine a besoin de stabilité pour son produit intérieur brut?*

Ardavan Amir-Aslani : Vous avez d'autant plus raison que, pour l'instant, la Turquie ne dit pas grand-chose sur la question des Ouïghours. Quelle garantie la Chine a-t-elle que la Turquie d'Erdoğan ne va pas commencer à exciter ces millions d'Ouïghours, turcophones, à l'encontre du pouvoir chinois, alors que la Chine n'inspire qu'à une seule chose : la stabilité? La Chine, regarde en effet, la Turquie comme une menace. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les manœuvres menées dans l'océan Indien et le golfe Persique par les marines de ces grands ennemis de l'Occident que sont la Chine, la Russie et l'Iran,

se font à l'exclusion spécifique de la Turquie, laquelle, aussi incroyable cela puisse paraître, avait demandé d'y participer d'un point de vue logistique. La Turquie, membre de l'OTAN, voulait faire des manœuvres militaires avec l'Iran, la Russie et la Chine!

À propos de l'accord, porté par Pékin, entre l'Arabie saoudite et l'Iran, je ne suis pas vraiment sûr que les Chinois soient seuls derrière cette initiative. Je vois difficilement l'Arabie saoudite s'entendre avec l'Iran, que les Américains honnissent, sans l'accord, ne serait-ce que tacite, de ces derniers et l'information préalable des Israéliens. Je pense que la Chine était davantage l'instrument que l'instigatrice de cet accord. Il est certain que les Saoudiens se sont dit qu'ils avaient besoin d'avoir des relais de pouvoir et d'alliances un peu partout. Ils ont vu comment les Américains, après 20 ans de présence en Afghanistan et près de 4 000 milliards de dollars d'investissements, ont pu laisser ce pays au milieu du gué en abandonnant leurs alliés. Ils se sont certainement demandé quelles seraient les garanties de soutien des Américains s'ils entraient en conflit direct avec l'Iran. Mais n'est-ce pas là plutôt quelque chose qui aurait pu être approuvé par les Américains, pour garder un ancrage de l'Iran à l'ouest et éviter qu'il ne bascule totalement dans le camp chinois et russe? Quand vous êtes proches des Saoudiens, vous vous rapprochez un peu des Américains! Vous le savez : c'est sur un bâtiment maritime (le croiseur USS Quincy) que le président Franklin Roosevelt a signé, en 1945, le Pacte du Quincy avec Ibn Saoud, le fondateur du Royaume d'Arabie saoudite, où, en échange de

2. Amiral, ancien Chef d'État-major de la marine et ancien président de l'Office français d'exportation d'armement.

la protection américaine, les Saoudiens avaient accepté de livrer leur pétrole aux Américains. Est-ce que la Chine peut remplacer l'Amérique si rapidement dans la région ? Je ne le pense pas. Les Saoudiens ont donc invité en visite d'État le président iranien et les Iraniens, le roi Salmane. Mais surtout, les Saoudiens ont proposé des dizaines de milliards d'euros d'investissement en Iran. Comment peut-on imaginer que les Américains, qui sanctionnent ne serait-ce qu'un dollar en transit par leurs réseaux bancaires vers l'Iran, vont laisser leur principal allié au Moyen-Orient, où ils ont des bases et qu'ils soutiennent depuis un siècle, procéder à de telles manœuvres sans leur accord ? Je pense donc qu'en réalité les Américains sont derrière cet accord et qu'ils autorisent ainsi l'Arabie saoudite à investir l'argent en Iran dont les Iraniens ont cruellement besoin : ils laissent faire. De fait, alors que le principe même de cet accord enfreint les lois extraterritoriales américaines, ils n'ont rien dit pour sanctionner l'Arabie saoudite.

Pour revenir maintenant à la question sur la Turquie elle-même : la Chine considère la Turquie comme une menace et partage des intérêts très forts avec l'Iran, tant d'un point de vue militaire que financier. Les Chinois, dans la région, tentent de se positionner davantage en Iran qu'ailleurs. Mais cela fait peur aux Américains. Si la Chine s'allie avec le seul pays stable de la région, le seul qui est, dans ses frontières actuelles, souverain depuis 3 000 ans, cela fait quand même un peu trop ! D'autant que, vous le savez, l'Iran, c'est aussi l'Irak, la Syrie, le Liban et le Hezbollah, les Houthis, l'Afghanistan. C'est

aussi une présence en Afrique... En vérité, je pense que les Américains ne peuvent pas se permettre de se couper totalement de l'Iran aujourd'hui. Regardez le soutien que l'Iran apporte à la Russie : toute l'infrastructure énergétique ukrainienne est anéantie avec des drones d'origine iranienne. Si l'Iran tient sa promesse de livrer des *special forces* afghanes, formées par les Américains, aux Russes, on dépassera encore le stade de l'acceptable pour l'Occident. Je suis de ceux qui considèrent que nous sommes à la veille d'un grand bouleversement au Moyen-Orient, et je pense que l'Occident ne peut pas se permettre que le seul pays profondément éduqué et informé, le plus technologiquement avancé de la région, bascule totalement dans le camp de la Russie et de la Chine, en se privant en outre de la seule réponse possible à ses besoins énergétiques qu'est le gaz iranien. L'Iran concentre en son sein les principales réserves gazières au monde, devant la Russie et le Qatar, qui partagent à 50 % avec l'Iran South Pars/North Dome, le plus grand champ gazier du monde. Donc, je pense que l'affaire saoudienne avec l'Iran est une affaire un peu plus complexe et que nous sommes à la veille de grands changements dans la région.

Philippe Roos³ : *Vous avez juste évoqué l'Afrique tout à l'heure. Dans mes voyages, je vois beaucoup de présence turque en Afrique subsaharienne. Selon vous, est-ce qu'il y a une sorte de politique des routes de la soie transposable*

3. Général 2 S, actuel conseiller géopolitique pour le groupe Lafarge en Afrique et au Moyen-Orient.

à la Turquie? Est-ce une approche purement business ou beaucoup plus idéologique?

Ardavan Amir-Aslani : La présence turque, en Afrique, est surtout une question économique. Avec le retrait du groupe Bolloré, les Turcs commencent à se positionner en matière de gestion portuaire, les Chinois commencent à arriver sur place et les Turcs coopèrent avec les Russes. C'est assez étonnant : quand le groupe Wagner avance, derrière, ce sont surtout les entreprises turques qui s'implantent. Je ne pense pas qu'il y ait une politique similaire à celle des routes de la soie de la part de la Turquie en Afrique. Je pense qu'il y a des cartes religieuses et civilisationnelles qui se jouent. Qui aurait pu imaginer, il y a 20 ans, que le Mali aurait déclaré l'ambassadeur de France persona non grata? Qui aurait pu imaginer que nous ne fassions plus rien au Mali, en Centrafrique, au Burkina Faso, qu'on aurait perdu la Guinée Conakry et que même la Côte d'Ivoire et le Cameroun seraient menacés? Dès lors que la France est expulsée de l'Afrique occidentale, la nature ayant horreur du vide, d'autres prennent sa place. Prenons d'autres exemples : on parle aujourd'hui beaucoup du Soudan et des troubles que connaît ce pays, avec les conflits financés par les Émiriens et Saoudiens contre les Frères musulmans sur place, mais on a oublié l'affaire de la guerre éthiopienne au Tigré. L'armée tigréenne était à quelques kilomètres d'Addis-Abeba. Qu'est-ce qui a fait que, soudain, l'Éthiopie a remporté la bataille et a acculé le Tigré à accepter un cessez-le-feu? C'est le soutien de l'Iran, à travers ses drones, mais également celui turco-israélien! Vous avez de grands changements qui

s'opèrent dans cette partie du monde. Pareil à Djibouti : là où naguère la France avait une présence militaire forte, maintenant c'est la Chine qui envisage d'utiliser le territoire du Djibouti pour des lancements de satellites dans l'espace. L'Iran est présent également, non pas à Djibouti, mais dans d'autres pays. En fait, je crois qu'on assiste, à moins qu'il n'y ait un réveil occidental, à un bouleversement des rapports de forces en Afrique, au détriment des intérêts occidentaux. Les Turcs, qui n'ont qu'un regard pragmatique et business, concurrencent les grands groupes français en Afrique, notamment le groupe Vinci, dans le domaine aéroportuaire et les grandes concessions. Mais je ne pense pas qu'ils aient une vision politique, parce qu'ils n'ont pas une présence historique sur place. Leur présence au sein de l'Afrique du Nord, à l'époque de l'Empire ottoman et du Grand Bey du Caire, remonte beaucoup trop loin et Atatürk a toujours voulu reconcentrer la puissance turque sur la Turquie, pour en faire un pays européen moderne, en négligeant le rôle que la Turquie aurait pu jouer dans ses anciennes provinces. La place est libre, mais elle est à prendre.

Myrline Mikal ⁴ : *Je voudrais revenir sur un point qui permettrait de mieux évaluer la position de la Turquie en Europe. Vous avez dit que la Turquie n'était pas intervenue dans la guerre en Ukraine. Je crois que ce n'est pas tout à fait exact. L'Ukraine avait acheté, un an avant le*

4. Ancienne Directrice d'Unité Hi-Tech, ambassade des États-Unis en France.

début de la guerre, plusieurs dizaines de drones Bayraktar à la Turquie, et ce sont ces drones qui ont permis de déceimer les premières lignes des chars russes. Ces drones sont devenus un mythe dans la politique ukrainienne et, aujourd'hui, l'Ukraine et la Turquie ont créé ensemble une usine de production et de formation pour ces drones. Le problème avec la Turquie tient justement dans cette ambivalence. Si l'on pouvait s'en séparer sans problème, cela ne poserait pas de difficulté, mais, aujourd'hui, la Turquie est devenue un pays incontournable pour l'Europe et les États-Unis. Les informations récentes le montrent bien. Ainsi, les États-Unis ont fini par livrer les F16 que la Turquie leur demandait, et il est certain que c'était une contrepartie à la levée du veto concernant la Suède et son entrée dans l'OTAN.

Anne Lauvergeon ⁵ : Vous nous avez montré, avec beaucoup de force, ce qu'était la Turquie d'Erdoğan. Mais Erdoğan n'est pas la Turquie : c'est son dirigeant actuel, lequel se trouve confronté à des élections dont les instituts de sondage disent qu'il devrait les perdre. J'ai toujours entendu dire par la Tüsiad (le Medef turc) qu'il était possible, en Turquie, de tricher sur le résultat des élections d'environ 5 % - 6 %. Nous verrons donc ce que cela donnera à la fin. Mais je voudrais souligner combien le monde des affaires en Turquie, lequel est extrêmement dynamique, en général n'aime pas Erdoğan. J'ai participé pendant de nombreuses années au conseil de la holding

Koç, qui est le plus grand groupe turc, et je peux vous assurer qu'Erdoğan n'est pas dans leurs petits papiers et qu'ils ne s'en cachent pas. Ma question est donc la suivante : est-ce que vous n'allez pas un peu trop vite vers, d'une part, une victoire d'Erdoğan aux prochaines élections et, d'autre part, une vision de la Turquie un peu simplifiée, qui serait totalement alignée sur les thèses d'Erdoğan ?

Ardavan Amir-Aslani : De fait, le groupe Koç est, avec la Sabanci Holding, le plus grand groupe du pays. Il a d'ailleurs été visé par Erdoğan pendant les troubles que le pays a connus lors de l'affaire des arbres ⁶, lors de laquelle la police agressait les étudiants sur les grandes places. Le groupe Koç possédait des immeubles sur ces places et ils ont ouvert leurs portes pour donner asile à ces jeunes qui fuyaient les forces de l'ordre turques... La réalité est que, même si vous avez pleinement raison de dire qu'Erdoğan n'est que le président actuel de la Turquie, je pense que, pour les raisons démographiques que j'ai expliquées, la majorité des Turcs s'identifient davantage à lui qu'aux candidats de l'opposition, parce qu'il leur ressemble. L'islam prend une place de plus en plus forte dans la société turque. La phrase qu'il a prononcée lorsqu'il était candidat résume cet enjeu : « nos minarets vont devenir nos fusils : on sauvera le nord du pays ». Il est certain qu'au sein du groupe Koç et des milieux d'affaires,

5. Présidente d'Anne Lauvergeon Partners.

6. <https://observers.france24.com/fr/20190709-police-turque-abattre-arbres-chasse-etudiants-campus>

la haine pour Erdoğan et tout ce qu'il personnifie est totale. Mais – et c'est bien la difficulté à laquelle s'était déjà heurtée Atatürk – ces milieux ne sont qu'une minorité, au sein d'une population profondément imprégnée de traditions, imprégnée par l'islam, et fière de ce que, dans leur esprit, Erdoğan incarne, c'est-à-dire le renouveau de la Turquie, la fin de l'humiliation turque qui dure depuis cent ans. Sur les élections et ses possibilités de tricher, je ne sais pas : si on devait raisonner d'après les sondages, je dirais qu'il est perdant. Mais même s'il perdait les élections et que c'était acté par le comptage des voix, comme il est dans un schéma civilisationnel et non simplement politique, je le vois difficilement abandonner sa volonté de transformer le pays parce qu'il aurait perdu ces élections. Mais l'avenir nous le dira très vite.

Bernard Vatier⁷ : *Je voudrais connaître votre sentiment sur la situation des Turcs aujourd'hui, avec une justice qui est aux ordres d'Erdoğan, avec un nombre considérable de personnes qui sont placées en détention de manière totalement arbitraire, ce qui produit des ressentiments profonds. Par ailleurs, que pensez-vous de la doctrine de Fethullah Gülen, qui est réfugié aux États-Unis et qui pourrait sans doute donner un vent de liberté? Ne croyez-vous pas qu'il pourrait s'opérer une conjonction entre, d'un côté, cette espèce de frustration et ce ressentiment et, d'un autre, cette lueur qu'Erdoğan craignait*

7. Avocat associé au Cabinet Vatier.

chez Gülen et qui n'est pas éteinte? Ne croyez-vous pas que cela fait partie d'une nouvelle donne possible après les élections?

Ardavan Amir-Aslani : En fait, il y a deux volets dans votre question : le volet Fethullah Gülen et le volet décapitation de la justice turque. Je ne peux qu'adhérer au second. Comme je l'ai rappelé, l'immense majorité des juges a été remplacée par des personnes plus jeunes qui relèvent de la même pensée politique et religieuse qu'Erdoğan. Donc je ne pense pas qu'on puisse avoir encore confiance en la justice turque. D'ailleurs, il suffit de voir que les principaux candidats de l'opposition ont été poursuivis et, pour la plupart, interdits de se présenter ou privés de leurs droits civiques. Pas plus tard qu'il y a deux jours, des dizaines d'autres ont été arrêtés sous des prétextes fallacieux. Il n'y a plus de justice en Turquie, si du moins cette justice a jamais existé.

Quant à Fethullah Gülen, deux éléments majeurs le distinguent d'Erdoğan d'un point de vue religieux. Le mouvement Gülen est perçu par beaucoup de gens, en Turquie, comme une secte quasi-salafiste qui, à travers l'endoctrinement des élèves au niveau des écoles primaires et secondaires, essaie de changer leur regard sur le rôle de la religion dans la cité. Ce n'est pas un mouvement qui milite pour l'exercice du droit de vote ou la démocratie. Fethullah Gülen est quelqu'un qui est en fait plus proche de la version émirienne ou saoudienne de l'islam wahhabite qu'Erdoğan. Je dirais qu'Erdoğan est, sur ce point, plus modéré que Gülen car, après tout,

selon les Frères musulmans, la légitimité du chef vient de l'exercice du droit de vote, même si la finalité reste la création d'un État islamique. Gülen soutenait Erdoğan au début. D'ailleurs, c'est à propos de la lutte pour le pouvoir que les deux se sont séparés et que Gülen est parti en exil aux États-Unis. Compte tenu du fait que vous avez deux candidats qui s'opposent, l'un qui incarne l'islam et l'autre qui incarne plutôt un retour vers le passé laïc, je ne pense pas que les partisans de Gülen vont aller dans le sens du candidat qui incarne soi-disant la laïcité et voteront contre Erdoğan.

Gérard Bekerman⁸ : *Si vous pouviez, pour une fois, ne pas avoir totalement raison, et si Anne Lauvergeon pouvait ne pas avoir tort, est-ce que le successeur d'Erdoğan ne risquerait pas d'être pire que son prédécesseur ?*

Ardavan Amir-Aslani : Je dirais qu'il y a au moins un facteur modérateur. Beaucoup de gens ont entendu parler de ce mythe, qui affirme qu'Atatürk était un Dönme. Le Dönme étant un mouvement issu d'un rabbin messianique du XVII^e siècle, Sabbataï Zevi, forcé de se convertir à l'islam. Ces gens-là ne considèrent pas Atatürk comme un vrai Turc. D'autres pensent que c'était un chiite alevi, parce que le prénom de son père était Ali Rıza, qui est un prénom typiquement utilisé par les chiites, parce qu'il incorpore deux des imams les plus populaires de

l'islam chiite. Kılıçdaroglu, le chef de l'opposition, est, de même, un alevi. Donc, c'est quelqu'un qui est issu d'une minorité et qui incarne la version chiite de l'islam : ce sont les derviches tourneurs, par exemple. Comme c'est un mouvement minoritaire, il symbolise un peu la tolérance et l'ouverture vers l'autre.

Est-ce qu'il peut être pire qu'Erdoğan ? Je dirais qu'au moins sur le plan de la volonté d'exporter les valeurs révolutionnaires et civilisationnelles de la Turquie islamique à l'étranger, non.

Est-ce qu'il va pouvoir retourner vers le passé kémaliste ? Je ne le pense pas non plus, parce que c'est lui qui a proposé que le droit au port du foulard devienne un droit constitutionnel. Sur ce point, la lame de fond démographique que traverse la Turquie fait que peu importe qui est au pouvoir, la dimension islamique est actée.

Peut-il faire pire qu'Erdoğan économiquement ? Je ne le pense pas : il pourra attirer à nouveau des investissements étrangers parce que l'image du pays va changer. On aura l'impression d'avoir des personnes plus tolérantes, moins aventurières, et davantage en ligne avec l'orthodoxie financière internationale. Je crois donc que la Turquie ira mieux. Mais est-ce qu'il pourra tenir le pouvoir ? Cela n'est pas garanti, car même s'il est élu et qu'Erdoğan reconnaît le résultat, encore faut-il qu'il puisse tenir le pays, or il se trouvera face à un appareil d'État et une armée qui ont totalement changé et sont dévoués à la cause d'Erdoğan. N'oubliez pas, une fois de plus, qu'Erdoğan

8. Président de l'Association française d'Épargne et de Retraites.

a un projet civilisationnel. Donc je le vois difficilement abandonner le pouvoir.

André-Comte Sponville : *À vous écouter, j'ai cru comprendre que trois guerres étaient possibles, et possible-ment proches. D'abord, entre la Turquie et la Serbie, ensuite, entre la Turquie et l'Iran, et enfin, entre la Turquie et la Grèce. Et je me demandais laquelle de ces trois guerres vous paraît la plus immédiatement probable? Par ailleurs, je me faisais l'observation que cela ferait potentiellement de nouvelles guerres en Europe, après l'Ukraine, et je me demandais si on avait les moyens d'affronter cette situation, même sans y participer directement?*

Ardavan Amir-Aslani : La plus probable, c'est assurément une guerre entre la Serbie et la Turquie au Kosovo, parce que les prémices d'un conflit sont déjà là. Les maires serbes ont refusé de se présenter à leur réélection. Il y a un rejet complet du système d'État au Kosovo, la Serbie refuse de signer un quelconque accord sous prétexte que cette signature équivaldrait à la reconnaissance de la légitimité de la souveraineté du pays. Donc, les prémices sont là. Je suis, pour ma part, certain qu'on entendra bientôt parler de quelques conflits entre civils : la Serbie interviendra et la Turquie ne restera pas inerte. Je ne pense pas me tromper.

Avec la Grèce, cela peut aussi arriver. Regardez le cas du Maroc : vous avez des îlots qui appartiennent à l'Espagne, au-delà de Ceuta et Melilla, les deux enclaves espagnoles

au Maroc. L'armée marocaine a occupé ces îlots puis s'en est retirée par la suite. Elle avait fait cela juste pour marquer le coup. On n'est pas à l'abri que l'armée turque fasse de même avec quelques îles non habitées qui relèvent de la souveraineté grecque. Est-ce qu'on ira vers la guerre pour cela? Je ne le pense pas, parce qu'il n'y a pas d'enjeu démographique ou politique important. Mais, en soi, ce serait bien un acte de guerre : l'invasion d'un pays membre de l'Union européenne.

Entre l'Iran et la Turquie, je vais vous donner un exemple. Hier, j'étais à la cérémonie commémorant les cent ans du génocide arménien. Il y avait l'ambassadeur de l'Arménie. L'Arménie considère que son pays est seul dans le conflit qui fait rage actuellement. J'ai bien entendu le ministre de l'Intérieur nous expliquer que la France était avec l'Arménie, que nous ne la lâcherons jamais et qu'une agression contre l'Arménie était une agression contre la France. Mais, quand on sait que, quand on fournit cinq canons César, c'est déjà 30 % des effectifs de l'armée française qui sont immobilisés, je vois difficilement comment on pourrait intervenir sur place. En tous les cas, lors de cette cérémonie, j'ai entendu une chose qui m'a intrigué : l'Arménie espère un traité militaire avec l'Iran pour protéger son territoire souverain contre une agression turque. On envisage même la création de bases iraniennes en Arménie pour dire stop à l'Azerbaïdjan et à la Turquie. C'est déjà un acte de guerre!

Maintenant, concernant votre seconde question : est-ce que l'armée française est aujourd'hui prête et capable de

se battre? Je ne pense pas que ce soit un problème technologique. L'armée française est parmi les armées les plus performantes au monde, mais elle est davantage structurée aujourd'hui pour tirer sur des pick-up Toyota dans le Sahara que pour mener une guerre dans une situation comparable à celle de l'Ukraine. J'ai un ami, Jean Dominique Merchet, qui est spécialiste de cette question de défense et qui a écrit un article dans *L'Opinion* où il disait que, dans une configuration similaire à celle de l'Ukraine, l'armée française pourrait tenir 80 kilomètres maximum. Donc, est-ce qu'aujourd'hui on est capable de se confronter à un État guerrier, armé, avec la volonté d'en découdre et qui ne compte pas ses morts? Je ne pense pas.

Babak Khandani⁹ : *On ne peut pas me soupçonner d'être un ami d'Erdoğan, vu les articles que nous avons publiés dans la Gazette de l'Asie Centrale, mais, néanmoins, j'ai envie de me faire l'avocat du diable. Il me semble que, sans Erdoğan, on aurait aujourd'hui une république islamique en Turquie. L'Atatürkisme est mort dans les années 1970, à cause de la démographie que vous avez vous-même évoquée. Nous, ici, en Europe, nous avons besoin d'un Erdoğan qui joue à l'islamiste pour que cela n'aille pas plus loin. Il faut distinguer entre l'apparence des choses et la réalité. Erdoğan joue une comédie, et il nous est utile sur ce point. Sans Erdoğan,*

9. Fondateur de la Gazette de l'Asie Centrale, *Satrapia*.

nous aurions les talibans en Turquie! On connaît la réalité dans l'Anatolie! Il n'y a pas que les Turcs d'Ankara ou d'Istanbul! Il faut faire avec la réalité des choses : la Turquie est l'alliée de l'Europe, et notamment de l'Allemagne, depuis plus de cent ans, et on est obligés, comme l'élite de ce pays le fait, de faire en sorte que ça n'aille pas plus loin. Car la Turquie est un pays fort : ce n'est pas comme l'Arabie saoudite. Elle a une main-d'œuvre très qualifiée, une armée très forte qui, si elle tombe dans les mains des islamistes, serait un vrai danger. Alors qu'avec des gens comme Erdoğan, aujourd'hui, on peut contenir la Turquie.

Adrien Aulagnier¹⁰ : *Ma question portera plus sur la partie économique : la Turquie traverse actuellement une crise monétaire massive et l'économie se porte relativement mal. Or l'économie peut aussi amener à changer les gouvernements. J'aimerais avoir votre analyse sur ce point, car je pense que la Turquie est dans une situation de crise assez proche de celle qu'a connue l'Argentine et que cela pourrait changer la donne.*

Ardavan Amir-Aslani : Cette pauvre Argentine ne cesse, en effet, d'aller de crise en crise sans jamais s'en sortir. Mais je crois que le cas de la Turquie est assez différent, car les fondamentaux, d'un point de vue industriel, sont autres. Par rapport à l'Argentine qui, globalement, n'a jamais respecté sa signature, la Turquie l'a fait. Pour que

10. Portfolio manager à la Caisse des Dépôts et Consignations.

la Turquie puisse s'en sortir, il faut des investissements étrangers majeurs. Si un autre président est élu et qu'il fait un peu de *window dressing* pour améliorer l'image de la Turquie ; si les Américains peuvent apporter de l'argent pour calmer la situation, la Turquie peut très rapidement améliorer sa situation. Mais, comme vous le savez, celle-ci est structurelle. La Turquie vit cette crise monétaire aujourd'hui, mais elle l'a aussi vécue il y a sept ans. Du jour au lendemain, les prix ont triplé par rapport au dollar. Il reste que les fondamentaux sont là : la Turquie possède de grands groupes industriels et économiques. Il faut, par contre, que l'image du pays change. Il faut savoir que la Turquie est totalement dépendante de l'étranger, d'un point de vue énergétique, mais également au point de vue des investissements. Or ces investissements venaient principalement de l'Europe occidentale et des États-Unis. Si l'image du pays change, s'il y a un signal qui montre au monde que l'aventurisme s'arrête, la Turquie pourrait rapidement se stabiliser. Mais, si tel n'est pas le cas, je crois que, dans le contexte géopolitique que l'on connaît, beaucoup de choses peuvent se passer et il ne faut pas, non plus, sous-estimer le facteur d'instabilité que représente la question kurde en Turquie et qui peut exploser à tout moment.

Viola Scordia¹¹ : *Vous avez parlé de la menace d'Erdoğan d'ouvrir les vannes et de faire venir tous les migrants qui*

11. Cheffe adjointe au Bureau Frontières, Asiles & Migrations, Secrétariat général des Affaires européennes, Cabinet de la Première ministre.

sont en Turquie actuellement. Je voulais savoir quelles sont, selon vous, les évolutions à attendre du point de vue de la politique migratoire, que ce soit dans le cas où Erdoğan est reconduit pour un nouveau mandat, ou dans le cas où il y aurait un nouveau gouvernement, et, notamment, à quelles évolutions on doit s'attendre du point de vue européen ?

Ardavan Amir-Aslani : Sur la question de l'immigration, c'est un chantage dont Erdoğan a la maîtrise : tant qu'on paye la rançon, nous serons tranquilles. Cela coûte actuellement six milliards d'euros à l'Europe, sans parler d'autres aides versées par l'Union européenne, qu'on ne qualifie pas de rançon, mais qui n'en sont pas très loin. Tant qu'on paye, nous serons protégés. Mais le jour où l'on ne payera plus ou bien le jour où l'on se trouvera dans un conflit sur tel autre sujet, Erdoğan n'hésitera pas une seconde à utiliser cette arme. D'ailleurs, d'autres ont tenté de le faire : la Biélorussie a fait venir par charters entiers des migrants de Turquie (non pas d'Irak et de Syrie, comme on l'a dit : il s'agissait de migrants syriens et irakiens venus de Turquie) pour les lâcher en Pologne. Je pense que nous allons nous heurter systématiquement à ce chantage, dès que l'Europe cherchera à s'opposer à une demande spécifique d'Erdoğan : il ne cesse de le répéter, et de telles questions vont se présenter prochainement, malheureusement !

Comme André Comte-Sponville me demande un petit mot de conclusion, je ne veux pas répéter ce que j'ai déjà dit. Par contre, j'aimerais souligner d'où vient cette puis-

sance turque. Elle ne vient pas de la Turquie elle-même, mais de l'impuissance occidentale et de l'incapacité de l'Europe à dire non. Ce déclassement que connaît l'Europe à l'étranger, ce déclassement que l'on vit, au quotidien, sur le plan domestique, en France, font que les autres chefs d'État se sentent autorisés à se comporter d'une manière qui aurait été inenvisageable il y a encore quelques dizaines d'années. Erdoğan a ouvertement qualifié le président de la République française d'imbécile. Voilà le respect que l'Europe et la France inspirent à l'étranger actuellement... Qui aurait pu imaginer qui que ce soit dans le monde traiter le général de Gaulle de noms d'oiseau? Personne, parce que la France était respectée et se faisait respecter. Ce déclassement de l'Europe, et de la France en particulier, autorise les autocrates de la région à de tels débordements. Tant qu'un sursaut et un refus de ce déclassement n'arriveront pas en Europe, la Turquie, et d'autres pays, seront toujours plus forts. Donc, la réponse face à cette Turquie incontrôlée et incontrôlable, c'est chez nous qu'il faut la trouver.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique
et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrail
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les
biotechnologies végétales - Georges Freyssinet

Les carnets de l'Institut Diderot

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chêrèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitral
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
- L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
- L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
- L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
- L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
- L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
- L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
- L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
- L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
- L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
- L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
- L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
- L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
- L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
- L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
- L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
- Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
- L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
- L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
- Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
- L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
- L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
- Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
- Données personnelles : pour un droit de propriété ?
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
- Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
- Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
- Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
- L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.
Jean-Philippe Hubsch
- L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
- Le Royaume-Uni après le Brexit
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
- L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
- L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
- L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
- La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
- L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française
Gérard Longuet
- L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
- Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
- L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
- Construire l'économie de demain - Jean Tirole
- L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
- La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
- Les trois utopies européennes - Francis Wolff
- L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
- Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?
Philippe Chalmin
- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
- L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com -
Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z ? - Pascal Broquard
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Botteman

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

L'avenir de la Turquie et les limites du califat

La position géographique et historique de la Turquie la place dans une situation qui pourrait lui conférer un rôle central dans le dialogue civilisationnel entre l'Orient et l'Occident. Toutefois, il est crucial que ce pays exprime sa volonté et mobilise les ressources nécessaires pour jouer ce rôle. La question est donc de savoir si tel est le cas.

Les résultats du débat organisé par l'Institut Diderot, qui a eu lieu à la veille des récentes élections turques, sont préoccupants plutôt que rassurants. Notre invité souligne que la Turquie représente essentiellement ce qui subsiste de l'Empire ottoman, dont elle aspire à restaurer la grandeur. Cette vision néo-ottomane, teintée d'une inspiration nationale ou nationaliste, est associée à une dimension religieuse indéniable, avec l'émergence considérable de l'islamisme, allant ainsi à l'encontre de « la pensée laïque, à l'européenne » de Mustafa Kemal.

La restauration de l'Empire est perçue par les islamistes comme une opportunité de rétablir le califat, c'est-à-dire la fusion du pouvoir politique et religieux, même si cela se fait sous l'apparence du suffrage universel. Le pantouranisme, courant politique qui vise à unir tous les turcophones à travers le monde, confère à ce projet politico-religieux une dimension à la fois historique et mythique, mais comportant également le risque de déboucher sur des conflits armés.

Ardavan AMIR-ASLANI



Ardavan AMIR-ASLANI est avocat au barreau de Paris, spécialiste des enjeux géostratégiques, politiques, économiques et religieux du Moyen-Orient. Il est l'auteur de nombreux ouvrages portant sur les relations internationales dont « *La Turquie, nouveau califat ?* » (Éditions de L'Archipel, 2023).